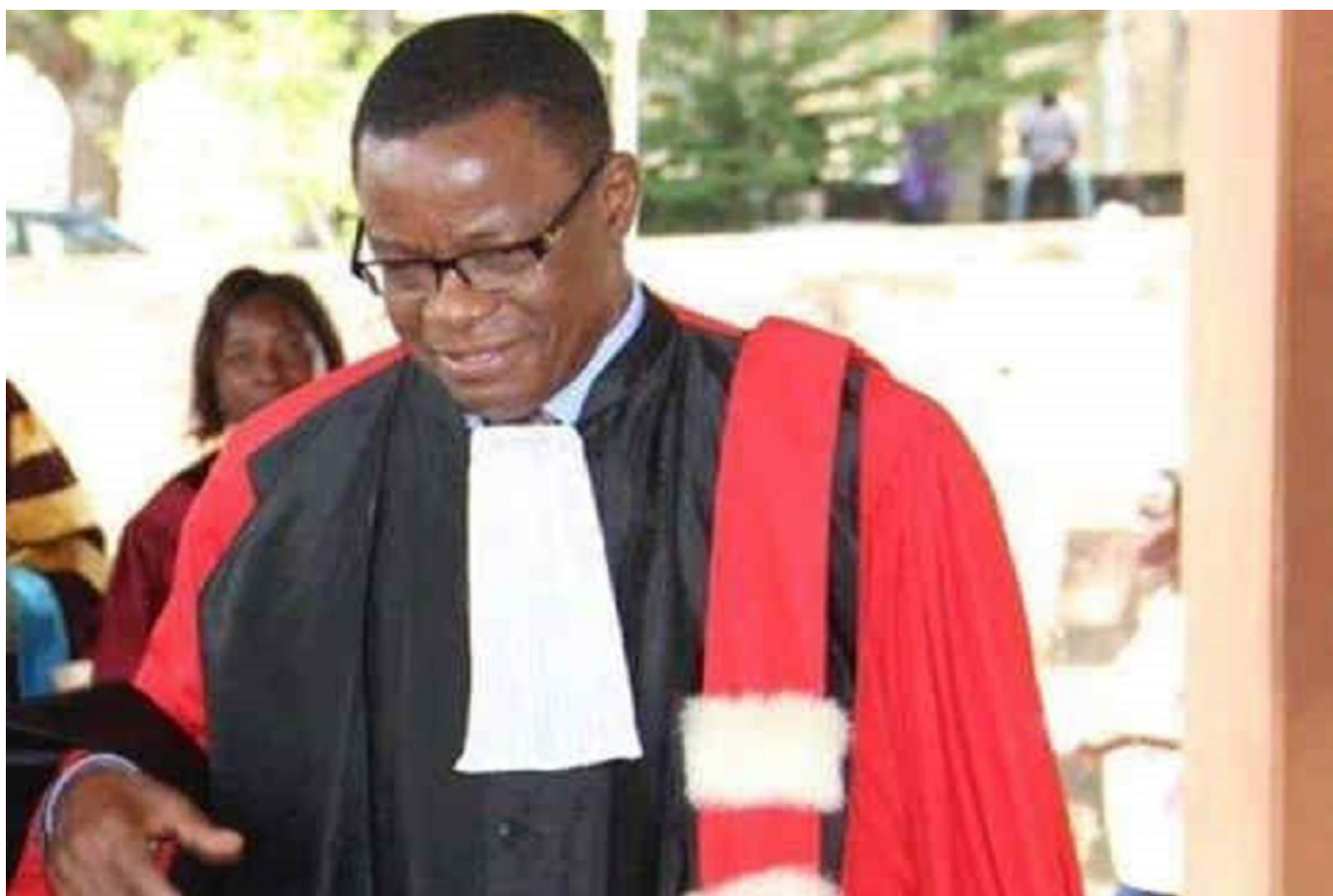




L'enlèvement à Douala, le 28 janvier, par le force de sécurité de l'ancien candidat à la présidence, Maurice Kamto, leader du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), et plusieurs de ses partisans continue de faire l'objet des fixations.

Rendu à ce jour, l'arrestation de ce professeur très respecté de droit international, ancien président et rapporteur spécial de la Commission du droit international des Nations Unies, inculpé d'infractions telles que « insurrection » préoccupe plusieurs organisations et autres groupes internationaux.

Libération « immédiate » par la Commission du droit international, Amnesty International, l'Institut de droit international, le curatorium de l'Académie de droit international de La Haye, Réseau Des Défenseurs Des Droits Humains en Afrique Centrale (redhac) Barreau de Paris...